

79^e

**congrès du
Parti socialiste**

Congrès de **Villeurbanne**

A.

TEXTE D'ORIENTATION A
DÉPOSÉ PAR **HÉLÈNE GEOFFROY**

Debout les Socialistes !

Pour le renouveau !

L



Debout les Socialistes pour le renouveau !

TEXTE ADDENDUM DÉPOSÉ LE 6 JUILLET 2021

Addendum au texte d'orientation déposé par Hélène GEOFFROY le 24 octobre 2020 pour le 79^e congrès du Parti socialiste

Le socialisme est né d'une révolte de la conscience humaine contre les cruautés du capitalisme. Au nouveau capitalisme, doit s'opposer un nouveau socialisme, qui relance sur la base de son héritage, le combat des Lumières, de la Raison et de la Fraternité, le combat féministe, le combat pour l'égalité, l'écologie, la laïcité, la citoyenneté et la Liberté. Le PS s'il se transforme, a l'avenir pour lui, et il aura de plus en plus, le peuple français avec lui.

Militantes et militants socialistes, à vous de choisir entre :

- l'effacement du Parti socialiste ou son affirmation,
- une posture antisystème radicale ou une gauche de gouvernement,
- la tentation différentialiste ou la gauche garante de la République universelle et sociale,
- une écologie radicale qui exclut ou une transition écologique sociale qui fédère.

Avec Hélène GEOFFROY, nous prenons sept engagements majeurs :

- une parole écoutée et respectée des militantes et des militants,
- le respect du vote des militantes et des militants,
- une Première secrétaire fière de son parti et de son histoire, de ses conquêtes et confiante en son avenir,
- le maintien du nom du Parti de Jaurès, Blum et Mitterrand,
- la réaffirmation du rôle majeur des fédérations socialistes,
- une gouvernance du Parti partagée avec les territoires,
- une candidate ou un candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Depuis l'écriture de notre texte d'orientation, intitulé « *Debout les Socialistes – pour le Renouveau* » déposé lors du Conseil national du 24 octobre 2020, les évènements politiques nous ont donné raison.

Le rassemblement dès le premier tour conduit par les écologistes aux régionales n'a pas permis de créer une dynamique suffisante pour gagner des régions et n'a pas toujours suffi pour nous imposer au second tour. En revanche, nous avons conservé les cinq régions dont les présidents socialistes étaient identifiés sur une ligne claire, un bilan et un projet. Dans ce cas, le rassemblement de la Gauche s'est fait autour du PS. Ces élections ont donc invalidé la stratégie de l'actuelle direction nationale et validé la position des militants qui souscrivent au Texte d'orientation A, mené par Hélène GEOFFROY, *Debout Les Socialistes !*

Ces régionales devaient nous départager et désigner quelle force conduirait la bataille présidentielle. Or, il n'en n'est rien, les écologistes voulant même imposer leur hégémonie. Quant à LFI, leur inexistence électorale locale n'empêche pas le tribun suprême de se présenter quoi qu'il en coûte à la gauche. Dès lors, la difficulté de l'unité de candidature s'accroît.

De la renaissance à l'effacement

À Aubervilliers, en 2018, la renaissance du PS était promise aux militants, annoncée au peuple de gauche, tracée comme feuille de route par l'actuelle direction. Or, le mouvement amorcé en 2016 ne s'est pas inversé. La Direction nationale a intériorisé une forme de marginalisation. L'effacement nous guette. **Seul le PS peut créer les conditions de l'alternance à gauche.**

La direction sortante a commis quatre erreurs stratégiques :

1. L'unité de la gauche, sans la force, s'est traduite par l'effacement. Nous avons beaucoup sollicité la société civile, mais pas les militants qui sont pourtant la sève de notre Parti. L'unité sans la force ne produit pas la force par l'unité. L'addition des gauches ne crée pas de dynamique électorale lorsqu'elle n'est pas structurée autour des socialistes. Le Premier secrétaire a opéré un revirement tactique à 180 degrés, en dénonçant « le plafond de verre des Verts ». Cependant, c'est bien la ligne opposée, celle d'un socialisme fort, qui l'a emporté dans les régions gagnées.

2. L'oubli des militants et le mépris de la démocratie interne. Les militantes et les militants n'ont été consultés pendant les trois années qui viennent de s'écouler ni sur les orientations stratégiques ni sur l'élaboration d'un projet et le plus souvent même pas sur les têtes de liste ou candidats.

3. La rénovation des méthodes n'a pas eu lieu. Ni référendum d'initiative militante, ni co-construction programmatique avec des militants, ni réunion du conseil des territoires. Les fédérations ne sont ni respectées ni soutenues avec la fin de la péréquation.

4. La relégation de la production programmatique à la fin de l'échelle des priorités. Malgré le travail et le combat des groupes parlementaires, le PS n'imprime plus d'idées nouvelles, ne met plus en mouvement la société, qui s'organise autrement et sans lui.

De l'effacement au sursaut prôné par Debout Les Socialistes !

Nous avons collectivement à relever un quadruple défi :

1. Prouver l'utilité d'un parti comme fondation de la démocratie. Si se ranger derrière une candidature socialiste est la deuxième victoire de **Debout Les Socialistes !** après avoir enfin obtenu l'organisation d'un congrès, cela ne suffit pas. Il faut **renouer avec la démocratie interne par un vote, organiser la confrontation d'idées, intégrer les contributions des militants qui sont restées lettre morte, créer une dynamique de campagne inclusive, fédératrice et mobilisatrice.**

2. Prouver l'efficacité électorale du PS comme la seule force politique de la gauche en capacité de convaincre une majorité. Les élections locales l'ont montré.

3. Retrouver une crédibilité programmatique. Le mythe chancelant de la « mondialisation heureuse » a été terrassé par la pandémie. La grande transition économique et sociale vers une croissance résiliente nous distingue de ceux qui prônent une décroissance qui sacrifie le social. L'universel de la République laïque, l'unité de la Nation, nous distinguent de ceux qui favorisent les replis identitaires et les développements séparés. Face à une économie qui se numérise, transforme nos emplois et notre vie quotidienne, nous voulons retrouver la maîtrise de nos données, relocaliser l'activité, renforcer nos compétences professionnelles.

4. Retrouver nos militants, nos sympathisants, nos électeurs. Il faut reconstruire une communauté de destin. La vocation du PS est de renouer avec la majorité sociale de notre pays tout en construisant une coalition politique dont le PS doit être la force centrale et motrice. Nous devons répondre aux préoccupations concrètes des Français. Nous devons proposer une profonde démocratisation des institutions, une République participative et inclusive. Nous devons construire une alliance des classes populaires, moyennes, mais aussi des plus aisés, pour faire Nation commune.

Nous avons une histoire, des valeurs, des pratiques qui nous portent et permettent de construire une vision du monde qui nous fait tant défaut. Nous porterons avec Hélène Geoffroy et *Debout Les Socialistes !*, un projet pour réguler la mondialisation, protéger les classes populaires, construire un nouveau compromis national, social, républicain et écologique.



Nos sept premières orientations

Notre feuille de route est structurée autour de sept chantiers, décisifs pour notre avenir, que nous présentons dans le document original. Cet addendum amène des compléments.

Il est temps de donner de la souplesse, de la fluidité et de l'agilité. Dans ce but, nous proposons **la création de « Fabriques » au sein de chaque fédération** qui participeront directement aux sept premiers chantiers, d'autres pouvant être créés. Dans ce cadre, nous instituerons **une convention nationale et un vote des militants.**

Ainsi, entre le mois de novembre, mois de suspension de notre congrès, et le mois de mai, les membres de *Debout les Socialistes !* ont organisé cinq débats auxquels les militants étaient invités à débattre sur le format visioconférence (un CR peut être envoyé) :

- Sortir des crises, pas de progrès sans justice sociale
- Notre transition écologique pour avancer ensemble
- Et si la Sécurité publique était une valeur de gauche ?
- Nouvelles formes de travail : réinventer la protection des travailleurs
- Éducation : comment renouer avec la promesse républicaine ?
- La jeunesse qui s'engage

1. Renouer avec le Progrès et la Justice sociale

Nous devons retrouver une ambition émancipatrice à destination des plus démunis.

Le fossé s'est creusé entre les plus riches et les plus pauvres, fragilisant le pacte républicain. La crise sanitaire a encore aggravé la précarité, les vulnérabilités et la pauvreté. Nous devons, dans l'urgence, engager une lutte contre la très grande précarité. Il nous faut accorder aux plus démunis une aide ponctuelle sous la forme d'un chèque solidarité qui permettra d'agir rapidement. Nous redonnerons ensuite ses lettres de noblesse au terme de solidarité en refondant les systèmes de protection sociale, d'accès au logement, pour les rendre plus lisibles et plus efficaces.

Nous devons aussi réinterroger notre capacité à accompagner le vieillissement, la perte d'autonomie et les aidants, comme nous l'a rappelé la tragédie connue par les personnes très âgées et dépendantes dans les EHPAD.

« La valeur « travail » nous est chère. Toutefois, de nouvelles formes de travail se développent isolant les travailleurs. N'oublions pas non plus les personnes exclues du monde du travail et des protections qui y sont liées, en particulier la jeunesse. C'est parce que nous croyons au progrès que nous ne pouvons pas nous contenter de protéger les acquis. Il faut une mobilisation de l'Etat pour aller vers de nouvelles protections (protection sociale universelle) et vers une plus grande justice salariale.

Cela implique d'assumer la dette publique, quand elle soutient une dépense raisonnée et efficace qui constitue un véritable investissement dans les personnes et dans nos services publics.

Nous devons renouer avec une politique fiscale offensive. Elle rétablira l'égalité entre fiscalités du capital et du travail. De plus, elle développera la solidarité fiscale et la contribution des plus aisés sur la fiscalité du patrimoine, car le creusement des inégalités est aujourd'hui davantage lié aux inégalités patrimoniales qu'aux inégalités de revenu.

2. Pour le Renouveau d'une transition écologique solidaire et responsable

Aujourd'hui, le réchauffement climatique, la crise de la biodiversité, la dégradation de l'ensemble des conditions environnementales mettent en péril notre planète. Nous sommes donc obligés de changer de modèle de développement. Et les socialistes sont déterminés à opérer la transition énergétique et à conduire la transformation agro-écologique, à condition qu'elles se fassent au profit et non au détriment du progrès social.

La transition écologique est une grande mutation culturelle et économique. Elle ne peut réussir en opposant une partie des Français contre l'autre. Une écologie avec tous et pour tous, qui se décline dans la diversité de chacun (lieux de vie, niveaux de vie, composition familiale). Tel est l'objectif que nous devons poursuivre pour créer les conditions d'une large adhésion à un projet politique qui garantisse la réussite écologique, s'inscrive dans une croissance durable et permette la neutralité carbone en 2050.

Avec les accords de Paris de 2015, les objectifs climatiques ont été chiffrés et les trajectoires ont été définies. Mais les engagements pris ne sont pas à la hauteur de l'objectif. Il nous faut investir massivement, dans la recherche, l'innovation, les progrès technologiques. La puissance publique doit intervenir pour accélérer la rénovation énergétique des bâtiments, pour améliorer les transports, stocker l'énergie, mieux gérer les déchets, soutenir l'agro-écologie. Nous devons aussi favoriser l'innovation sociétale, l'économie circulaire et l'initiative citoyenne.

Ce deuxième chantier est décisif pour trouver un équilibre durable entre le social et l'écologie.

3. La République qui protège

La sécurité publique, pouvoir régalién de l'État et fondamental de la démocratie, caractérise la situation dans laquelle les Français disposent d'un quotidien serein. Le Parti Socialiste doit leur proposer un projet répondant à ces attentes par des mesures fortes et structurelles qui permettent le respect de l'État de droit, grâce à une garantie de sécurité au profit de nos libertés, non à leur détriment.

Il nous faut sortir de la politique mortifère du chiffre, héritage de la doctrine Sarkozy et qui constitue un écran de fumée de communication.

Outre l'augmentation des effectifs des forces de l'ordre, leur rémunération et leur formation initiale et continue sont des sujets dont il faut se saisir, tout comme la modernisation des moyens nécessaires à l'exercice de leur métier. La prise en charge sociale des forces de l'ordre, leur soutien et leur accompagnement sont au cœur de nos préoccupations et le Parti socialiste doit faire des propositions.

Les politiques pénales de proximité doivent être étendues afin de rapprocher la décision de justice du délit.

La prévention doit rester tout aussi majeure, en étant repensée à partir d'une collaboration entre les collectivités et l'État, par des actions innovantes en associant les citoyens.

Nous devons repenser le rapport des Français à la sécurité. **Nous devons établir un nouveau pacte de confiance entre les citoyens, les forces de l'ordre et la justice, il en va de la stabilité de notre pays.** Nous engagerons un débat sur le terrain, tant il est urgent de rétablir la confiance.

L'autorité républicaine, le respect de la règle par tous sont garants de nos libertés. Le Parti socialiste doit s'engager dans une politique de sécurité volontariste qui proscrive l'arbitraire et la loi du plus fort, afin de protéger les plus vulnérables.

4. Une Éducation nationale émancipatrice

L'éducation est le moteur de la société. Nous devons mettre l'éducation au cœur de notre projet politique afin que l'école porte la promesse républicaine. Nous devons mettre en place une réelle mixité sociale et scolaire.

La mission première des enseignants est de donner une instruction, intégrant les connaissances fondamentales et l'éducation à la citoyenneté. Celle-ci doit devenir un enseignement à part entière afin que les valeurs républicaines redeviennent un véritable substrat. À l'heure de toutes les incertitudes, l'école demeure le premier rempart face aux tentations obscurantistes, face aux dérives complotistes.

Nous souhaitons un apprentissage de la laïcité à l'école, un renforcement de l'éducation civique et une éducation aux médias. Nous devons repenser la formation initiale et continue des enseignants, afin qu'ils puissent inventer des méthodes pédagogiques en s'appuyant sur des études scientifiques.

Enfin, nous proposons une revalorisation du statut des enseignants en leur donnant la capacité d'évoluer dans leur carrière.

Nous devons renforcer la communauté éducative en intégrant dans le projet éducatif toutes les parties prenantes, de la maternelle jusqu'aux études supérieures. Nous impliquerons, au travers de la construction de cités éducatives, tous les adultes, parents, éducateurs, enseignants bénévoles associatifs, qui doivent accompagner le développement de tous les enfants. C'est un enjeu civique fondamental.

L'école doit donner à tous les élèves un véritable savoir, moyen essentiel pour diminuer les inégalités. Pour cela, elle doit davantage prendre en compte les différences entre tous les élèves, y compris les élèves présentant des handicaps, en respectant réellement leur rythme d'apprentissage et en développant leur confiance en eux. Plus ponctuellement, afin de lutter contre le décrochage scolaire, amplifié par la crise sanitaire, nous proposons qu'une instance de suivi soit mise en œuvre au plus près des territoires au niveau des académies.

5. Faire Nation commune

Pour faire Nation commune, nous devons à la fois faire Mémoire commune et préparer un destin commun. « Il y a deux manières de se perdre » disait Aimé Césaire, « par ségrégation murée dans le particulier, ou par dilution dans l'universel ».

Nous devons dénoncer et refuser la tentation différentialiste, y compris à gauche, et croire en l'universalisme. Un acte majeur sera la réaffirmation de l'universalisme de la République, qui fait que chaque individu est d'abord un citoyen égal en droits et en devoirs. Un Français ne se définit pas par sa classe sociale, son origine ou son genre, mais par son statut de citoyen. Nous devons combattre avec force tous les enfermements identitaires et les tenants d'un développement séparé qui fragmentent l'idéal républicain.

Ainsi, nous établirons des plans de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations, inscrits à l'échelle des territoires et des communes, permettant ainsi d'y faire adhérer les habitants dans les aspects de la vie quotidienne.

La laïcité est un principe républicain fondamental, garant de la cohésion sociale, de l'unité de la Nation. Elle garantit la liberté de conscience et réunit tous les citoyens. Nous réaffirmons les principes de laïcité dans leur entièreté, et toute leur actualité, pour la République en 2021.

6. Aux urnes, citoyens !

Les dernières élections régionales et départementales ont vu une désaffection massive des Français. Pis qu'important désormais les compétences de telle ou telle collectivité, les campagnes se font dans la surenchère et la Gauche est inaudible.

Il nous faut à la fois éduquer, expliquer et réformer.

Nous porterons la nécessaire réinvention de notre démocratie représentative, en commençant par notre famille politique, pour permettre l'émergence et l'expression libre d'une diversité d'opinion, en phase avec les attentes des Français. L'exemplarité du PS doit commencer par une véritable consultation des militants.

La démocratie représentative doit aussi se développer dans la sphère professionnelle, en particulier la vie des entreprises, qui concerne 80 % des salariés de notre pays. La prise en considération des parties prenantes de l'entreprise, dont les salariés, est croissante mais doit être amplifiée. Il est temps de renouer avec le combat en faveur de la codétermination dans l'entreprise en renforçant la présence des salariés au sein des instances de décision.

7. Une organisation politique en phase avec son temps

Notre reconstruction idéologique suppose une refondation organisationnelle. Les partis traditionnels sont bousculés par les mouvements, plus souples et agiles mais structurés autour d'une femme ou d'un homme providentiel. **Nous devons renouer avec le défrichage des idées, le débat et l'éducation civique populaire.** La priorité est de retrouver le débat d'idées sanctionné par le vote militant qui permettra de trancher nos orientations, de choisir nos candidats. Cela passe par une réforme statutaire.



Un nouveau chemin

Par l'attachement indéfectible à notre identité socialiste, par la détermination de nos élus et de nos militants, un nouveau chemin s'est ouvert à l'issue des élections régionales et départementales.

Quand la gauche gagne, le Parti socialiste en est la clé de voûte. Nous sommes la gauche du réel ! Nous portons un réformisme volontaire, constitué de réponses concrètes pour la justice sociale, parce que nous sommes intransigeants sur les principes républicains et universalistes.

À l'inverse, quand nous privilégions l'union à tout prix sans contenu clair, quand nous transigeons sur nos valeurs ou que nous alimentons une certaine confusion sur notre culture de gouvernement au profit d'une radicalité clivante, alors nous perdons la confiance des Françaises et des Français. Il est temps de rééquilibrer nos alliances en replaçant le Parti socialiste au cœur du jeu ! La France a besoin d'une gauche qui agit ; d'une force politique centrale qui transforme les colères en projets, les injustices en réformes ! Laisser le Parti socialiste disparaître, accompagner sa dilution, c'est priver les Françaises et les Français de la possibilité de sortir du duel mortifère entre les droites et l'extrême droite.

Je donne rendez-vous aux héritiers de Jaurès, Blum et Mitterrand pour affirmer lors de ce 79^e Congrès du Parti socialiste la nécessité d'une vision pour notre pays.

Rejoins Camarade, Debout les Socialistes – Pour le Renouveau !

Contact: deboutlessocialistes@gmail.com – 06 51 42 67 42 – twitter: @DLesSocialistes



Texte d'orientation A

DÉPOSÉ LORS DU CONSEIL NATIONAL DU 24 OCTOBRE 2020

Pour être uni, il faut d'abord être.

Après avoir humanisé la société, assuré la liberté, imposé la laïcité, soutenu la République, promu l'égalité, défendu le travail, incarné pendant près de deux siècles le combat pour la justice, l'espérance socialiste va-t-elle quitter la scène de l'Histoire ? Malgré la force de son implantation locale, mais faute d'incarnation nationale, le Parti de Jaurès, de Blum et de Mitterrand est-il condamné aux seconds rôles, réduit à la fonction d'un supplétif complexé qui mendie sa place sur la liste des autres, qui baisse la tête sous les accusations rituelles de trahison, qui espère, au mieux, rayonner faiblement, tel un astre mort qui ne luit que par sa gloire passée ?

Tel est l'avenir qui nous attend, camarades, si nous laissons les choses suivre leur cours désespérant. Si elle est reconduite, la direction sortante ne pourra faire autre chose que ce qu'elle a fait jusqu'à maintenant : gérer le déclin en quémendant son strapontin dans une unité dont on ne connaît aujourd'hui ni les contours, ni les propositions, ni la stratégie, ni l'incarnation ; une unité que nos partenaires putatifs, d'ailleurs, se font un plaisir de fouler aux pieds.

L'unité est nécessaire. Mais on ne saurait la confondre, pour les socialistes, avec l'inanité. Pour être uni, il faut d'abord être.

Le dernier congrès, à Aubervilliers, devait être celui de l'affirmation. On a connu l'attrition. Il devait conduire au dépassement, il débouche sur l'effacement. La direction, dira-t-on, a gardé la vieille maison. Mais celle-ci tombe en ruine ; il faut la rebâtir. Faut-il consentir à cette lente décadence ? Faut-il continuer de raser les murs au nom d'une unité pour l'instant introuvable ? Non !

Arrive le temps du sursaut. Le socialisme, qui est notre idéal et notre espoir, s'il est réinventé, reste notre horizon et notre combat. Il doit cesser de s'excuser. Il doit déployer de nouveau, et fièrement, son drapeau. Le socialisme, c'est la justice. Le socialisme, c'est la raison en actes. Qui ne voit que la raison, qui est notre boussole, nous, héritiers des Lumières, est dangereusement mise en cause dans le siècle qui vient ? Toute gauche responsable et républicaine doit prendre la tête du combat pour la laïcité, pour la liberté de l'enseignement, pour la tolérance contre le fanatisme islamiste, contre les tenants d'un développement séparé. La montée des obscurantismes et de l'irrationalité dans le débat public nous incite, dans la lignée de Jaurès, à porter haut notre confiance dans le savoir, dans la libre délibération, dans la science et dans le progrès humain.

Qui ne voit, aussi bien, que la justice sociale, une fois les illusions libérales dissipées, sera la grande exigence du siècle qui vient ? Sans elle, la terrible crise que nous traversons conduira à la relégation des faibles et des réprouvés, dans une société fracturée, angoissée, minée par les conflits. Sans elle, le capitalisme mondial, numérisé, individualisé, tout de fluidité financière, de compétition à outrance et de contrôle social, prédateur pour la nature, serviteur des puissants, pérennisera la souffrance des peuples et les poussera dans les bras du national-populisme ou autres mystiques identitaires. Sans elle, la transition écologique se fera aux dépens des plus défavorisés et passera de la sobriété nécessaire à l'austérité imposée. Sans elle, la crise démocratique faite d'abstention, de défiance ou de réaction extrême, ne cessera de s'approfondir, amplifiant les voies à la violence.

Or **la justice sociale est l'affaire des socialistes**. Le socialisme est né d'une révolte de la conscience humaine contre les cruautés du capitalisme. Les socialistes doivent relever le gant. Au nouveau capitalisme, ils doivent opposer un nouveau socialisme, qui relance, sur la base de son héritage, celui des Lumières, de la Raison et de la Fraternité, qui relance le combat féministe, le combat pour l'égalité, l'écologie, la laïcité, la citoyenneté et la liberté.

Un nouveau socialisme qui affronte les défis de la numérisation, de la transition énergétique, de l'éco-agriculture, de l'intelligence artificielle, des villes décarbonées, de la réindustrialisation verte, du juste échange et de la réforme de l'Europe, de l'insécurité, de l'immigration. Un nouveau socialisme qui apporte une réponse construite, fondée sur nos valeurs, aux questions posées par la division communautaire qui préoccupent tant les Français.

Notre parti doit donc se transformer, se doter d'un nouveau projet.

Alors il pourra se tourner vers ses partenaires pour négocier l'unité, sur la base de son identité propre, renouvelée, réaffirmée à l'occasion d'un « nouvel Épinay », puis autour d'une plate-forme discutée en commun. **Sans les socialistes – les municipales l'ont encore montré – la victoire est impossible. Sûr de lui, mais non dominateur, le PS doit redevenir la force centrale qui assure la victoire de la gauche.** Abandonner cette ambition, c'est renoncer à l'existence, c'est brader un valeureux héritage, c'est croire qu'en n'étant pas nous-mêmes, les autres nous épargneront, c'est trahir notre mission historique. Le PS, s'il se transforme, a l'avenir pour lui et il aura, de plus en plus, le peuple français avec lui. Il doit être présent et s'affirmer sur la scène politique, non s'effacer derrière d'autres partenaires qui n'ont qu'une ambition, celle de nous voir disparaître. Ces tâches sont exaltantes pour nous, essentielles à la gauche, décisives pour le pays. Socialistes, debout !

✓ **Nous sommes un collectif de militants qui ne renoncent pas**

Nous sommes des militants socialistes de longue date ou plus récents dont certains assument des responsabilités électives municipales, départementales, régionales, nationales. Nos élus sont implantés dans les territoires ruraux, urbains, métropolitains. Nous disposons de nombreux maires, conseillers généraux, conseillers régionaux qui ont démontré toute leur efficacité et leur créativité. Leur engagement est reconnu et apprécié. Nous avons constitué un collectif en vue d'engager, avec l'ensemble des adhérents, la reconstruction nécessaire du Parti socialiste ; tant sur l'aspect idéologique que sur l'aspect organisationnel, pour être en capacité de proposer aux Français de toutes générations et de tout territoire, une alternative politique sérieuse.

Ce texte d'orientation pose une démarche qui s'inscrit dans la volonté de nombreux camarades de ne pas abdiquer face à l'adversité et, à l'aune de la réalité d'aujourd'hui, de garder vivantes, actives et efficaces les valeurs qui ont fait l'engagement des socialistes au cours de l'Histoire. C'est un texte d'orientation politique.

Nous sommes les héritiers d'une grande Histoire, l'Histoire du socialisme depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à nos jours ; héritiers de Jaurès, de Blum, de Mitterrand... Et quel héritage camarades ! Il nous honore et nous oblige. Certes, les réalités se transforment et comme le disait le poète Aragon : « *il n'y a pas d'héritage sans métamorphose* », mais métamorphose ne signifie pas disparition. Et pourtant, nous en prenons le chemin si nous ne changeons pas les orientations et la stratégie actuelles. Il est urgent d'ouvrir une nouvelle page du socialisme qui doit, une nouvelle fois, faire la démonstration de sa résilience. C'est notre responsabilité devant l'Histoire.

Soyons nous-mêmes, soyons ce que nous sommes : les descendants des Lumières, de la Révolution française, de la longue histoire du socialisme, de la longue lutte pour la défense de la République. Nombre de grandes conquêtes sociales et sociétales sont de notre fait. Alors réaffirmons notre rôle, notre place dans l'histoire. La question de la régulation dans la mondialisation reste décisive. La souveraineté – nationale, européenne, numérique, énergétique – est cruciale. Les ravages écologiques et sociaux d'un libéralisme effréné, sont prégnants. Décidément, camarades, une politique sociale-démocrate-écologique efficiente est plus que jamais nécessaire.

Nous voulons qu'une ère nouvelle s'ouvre pour la Gauche sociale, écologique et républicaine : celle de son rassemblement loin de l'éclatement qui prévaut aujourd'hui.

Nous voulons un Parti socialiste résilient, qui ne renoncera jamais à vouloir être le centre de gravité de **la gauche. Sans lui, sans son souci de concilier** audace et le réalisme, impossible d'accéder aux responsabilités, impossible de lancer la transformation sociale et écologique, impossible d'ancrer la promesse de la République dans le réel. Notre parti porte seul la responsabilité du rassemblement de la gauche ; son effacement signerait la fin de tout espoir d'alternance. Soyons à la hauteur de nos aînés et au rendez-vous de notre histoire collective en réveillant notre conscience sociale, démocrate et écologique.

✓ **Une situation critique : le Congrès de la dernière chance ?**

L'heure est grave. Nous vivons un temps de bouleversements et d'incertitudes propice partout aux dérives populistes en tout genre, aux replis et aux tensions. Les forces de régression sont à l'œuvre ; des formes séditieuses s'y développent. L'écho des années 1930 résonne de plus en plus distinctement !

La France vit une crise sociale, économique, politique, sociétale majeure et la pandémie en a révélé de nombreux aspects. Notre République est menacée, sa cohésion fragilisée de jour en jour, les inégalités s'approfondissent, la défiance des citoyens à l'égard des élus, des autorités, des pouvoirs publics s'accroît. Nous n'offrons guère de perspectives à notre jeunesse qui pourtant sait se mobiliser, nous l'avons vu lors des marches pour le climat. Une partie des agents de notre service public, enseignants, policiers sont en quête de sens. Nous ne parvenons plus à trier les flux d'information et parfois notre esprit cartésien, notre héritage, vacille face aux théories complotistes.

La situation politique n'échappe pas à ce contexte délétère. La majorité parlementaire est en panne et veut séduire la Droite, en enterrant les quelques promesses sociales de la campagne électorale du président de la République. La Droite se radicalise et, tentée par une forte inclination identitaire, glisse parfois vers l'extrême droite. Une extrême droite est aux portes du pouvoir. L'extrême gauche adopte des postures anti-système ambiguës. À EELV, certains sont enclins à faire passer les enjeux environnementaux et climatiques avant la justice sociale. Ils écartent la notion de progrès et passent outre les étapes nécessaires d'une transition réussie.

✓ **Et où est notre Parti ?**

Notre parti est devenu **inaudible**, alors qu'un espace politique lui est ouvert, alors qu'il devrait constituer l'alternative crédible, alors qu'il est le véritable vainqueur, à gauche, des élections municipales. Les chiffres d'adhésion sont en chute libre, les instances sont désertées par les militants, quand elles sont réunies, ce qui a été rare depuis le congrès d'Aubervilliers. Les élus, enfin, se recentrent sur leur collectivité.

Nous n'avons même pas voulu affronter l'élection européenne, nous n'avons pas eu une tête de liste socialiste. Pourtant, cette élection, par essence, est celle de notre histoire pro-européenne et internationaliste.

Aux élections municipales, nos victoires sont celles d'élus locaux qui ont affirmé leur identité socialiste, leur histoire, leur modernité et leur capacité de rassemblement permettant ainsi de gagner ou de regagner des villes. À Paris, Rennes, Rouen, Blois ou Nantes, ce sont des unions derrière les socialistes qui ont assuré la victoire. À Marseille ou Bordeaux, ce sont des unions avec les socialistes qui ont permis de l'emporter. Le résultat des municipales, est le fruit du travail et de l'engagement des élus et militants locaux qui ont fait vivre le Parti socialiste, au cours des dernières années. Au mois de mars prochain, nous porterons fièrement le bilan de nos élus locaux dans les Départements et les Régions et le Parti socialiste doit être un point d'appui supplémentaire. À l'échelle nationale, les élections ne peuvent être gagnées que par un Parti puissant, audible et crédible, avec un programme ambitieux et des alliances solides.

Or, aujourd'hui, notre Parti s'est installé dans une forme d'obsolescence programmée, de dynamique de disparition.

La renaissance promise par la motion majoritaire du congrès d'Aubervilliers est bien loin. Elle proposait pourtant « un congrès d'affirmation » et « la renaissance du Parti socialiste ». Il y était soutenu que « *nous n'avons pas à nous positionner en fonction des initiatives de nos concurrents, poser aujourd'hui la question des alliances serait se placer en situation de faiblesse et accepter une position de supplétif. Pour rendre possible la victoire de la gauche demain, il faut d'abord redonner de la force au Parti socialiste. Aubervilliers doit donc être un congrès qui revendique l'autonomie stratégique du PS. Tel est le sens de notre démarche* ».

Mais, depuis, rien de tout cela : notre Parti a fait totalement l'inverse ! Glissant sur cette pente fatale, le Premier secrétaire évoque même l'hypothèse d'un effacement derrière une autre force politique.

Sans changement de ligne, notre Parti s'achemine vers sa fin. Nous affirmons donc que l'heure n'est pas au renoncement, mais à l'engagement. Il est temps d'enrayer le déclin, de se relever et de s'engager collectivement pour le renouveau social, écologique et républicain. Nous constatons que le Parti n'a pas suffisamment travaillé depuis le congrès d'Aubervilliers : il s'est affaibli. Près de trois ans après, de nombreuses questions majeures n'ont toujours pas été arbitrées ; le Parti socialiste n'a ni programme ni ambition forte pour notre pays, donc aucun véritable projet politique à discuter avec nos partenaires.

Les questionnements sur notre rapport à l'économie, à la laïcité, à la transition écologique sont-ils tranchés ? Nous ne le pensons pas ! Alors comment proposer des accords à d'autres forces si notre positionnement idéologique et politique est toujours flou ? Nous devons impérativement construire notre réflexion, préciser notre vision et élaborer des propositions claires.

L'heure est à un Parti socialiste qui doit présenter une vision du monde d'avec la pandémie car trop d'incertitudes affectent le monde d'après (« *Cette épidémie nous apporte un festival d'incertitudes* » constate ainsi Edgar Morin). La crise sanitaire illustre les liens entre climat, biodiversité, santé humaine et animale, modes de production et réponses aux besoins sociaux.

Il nous faut reconstruire la force nécessaire à la gauche et au pays. La voix sociale-démocrate, sociale-écologique s'éteint alors que le pays en a plus que jamais besoin. Nous vous appelons à ce sursaut.

✓ **Un réveil socialiste est indispensable**

Faite de conquêtes et de revers, d'avancées considérables et de reculs, l'histoire du socialisme est mouvementée. Mais, devant la crise que traverse notre famille politique, nous ne renoncerons pas. Notre devoir est de créer les conditions pour redevenir une force centrale de la Gauche comme ce fut le cas à Épinay.

Déçus du soutien qu'ils ont apporté à Emmanuel Macron ou à Jean-Luc Mélenchon, beaucoup d'électeurs attendent une nouvelle perspective à gauche. C'est un socialisme refondé, bien dans son temps, qui incarnera l'alternative nécessaire.

La majorité des citoyens, le monde du travail en particulier, ne se sent pas aujourd'hui véritablement représentée par une force politique, si ce n'est, malheureusement pour une partie d'entre eux, par le Rassemblement national. Aujourd'hui, aucun grand parti ne défend réellement le progrès et la justice sociale. Alors même que ces thèmes sont l'ADN de la gauche, et, depuis la fondation des mouvements ouvriers, l'ADN des socialistes. Ainsi, **par notre silence, notre effacement, un immense espace politique est laissé en jachère**. Il est essentiel pour la gauche, pour la France, que le Parti socialiste réinvestisse cet espace politique. Sinon, le risque est grand de voir le Rassemblement national parvenir à abattre la République et nous conduire au chaos.

Nous sommes donc fermement opposés à la stratégie de l'effacement programmé du Parti socialiste.

Face à une droite puissante, avec ses réseaux financiers, idéologiques, médiatiques, une droite qui a réussi à installer l'idée qu'il n'y avait pas d'alternative au libéralisme, comment imaginer que la gauche puisse se passer d'un Parti socialiste rassemblé et fort ? Face à une extrême droite aux réponses simplistes, comment peut-on imaginer que l'on puisse se passer d'un PS à l'offensive, fort de ses valeurs ?

La France, la gauche a donc besoin d'un Parti socialiste pour porter les enjeux de notre temps, pour une organisation sociale et économique plus juste en faveur de la majorité sociale du pays.

Ce que nous voulons, c'est **gagner l'union** et **non pas se résigner à de la figuration**. François Mitterrand le disait : « *L'union est un combat !* ». C'est un Parti socialiste ouvert mais fort et respecté qui permettra d'avancer vers le rassemblement nécessaire des forces républicaines de gauche.

Nous vous proposons une reconstruction idéologique, une refondation organisationnelle et une autre stratégie politique. Une reconstruction qui fasse vivre les valeurs républicaines de Liberté, d'Égalité et de Fraternité et le principe de Laïcité.

✓ **Nos sept premières orientations**

Au-delà d'un texte d'orientation, il s'agit d'une feuille de route structurée autour de sept chantiers qui seront décisifs pour notre avenir.

Notre parti a souffert d'organisations parfois trop rigides et trop verticales. Il est temps de donner de la souplesse, de la fluidité et de l'agilité. Dans ce but, nous proposons **la création de « Fabriques » au sein de chaque fédération** qui participeront directement aux sept premiers chantiers, d'autres pouvant être créés. Ce seront des lieux d'échange et de dialogue qui doivent être plus ouverts sur la société civile. Ces « Fabriques » bénéficieront d'un support numérique. Chacun des sept chantiers, à l'issue du travail et des débats organisés au sein des Fabriques, fera l'objet **d'une convention nationale et d'un vote des militants**, comme lorsque, de 1995 à 1997, Lionel Jospin avait entrepris une rénovation idéologique qui avait permis à la gauche

d'être prête lors de la dissolution de 1997.

Les sept chantiers devront être menés tout au long de l'année 2021 pour être ratifiés par une convention nationale du Parti socialiste à l'automne 2021. Ensuite, forts d'un socle idéologique renouvelé et revivifié, nous pourrons aller discuter avec nos partenaires afin de construire une alliance programmatique, voire désigner un candidat commun.

1. Renouer avec le Progrès et la Justice sociale

Nous voulons une société juste ! Nous devons retrouver l'ambition émancipatrice de Michel Rocard à destination des plus pauvres, qui parlant du RMI en 1989, disait : « *le revenu minimal d'insertion (RMI) peut revêtir un caractère révolutionnaire seulement si nous rendons indissociables l'aide financière et la démarche d'insertion* ».

Le fossé s'est creusé entre les plus riches et les plus pauvres, ce qui affaiblit un pacte républicain. Souvent les distorsions sont nées de mesures tournant le dos à la justice fiscale. Nous devons renouer avec une politique fiscale offensive. Elle réduira l'écart entre la rémunération du capital et la rémunération du travail, développera la solidarité fiscale et la contribution des plus aisés, sur la fiscalité du patrimoine car le creusement des inégalités est aujourd'hui davantage lié aux inégalités patrimoniales qu'aux inégalités de revenu, pourtant conséquentes et en croissance. Nous devons ouvrir le débat sur les petits salaires. Nous devons parler pouvoir d'achat et valeur travail.

Chacun a pu constater pendant le confinement, que ce sont les « derniers de cordée », souvent habitants de nos quartiers populaires, qui ont fait tourner le pays. Combien sont-ils payés ? Nous devons rester le parti du travail, du pouvoir d'achat, des intérêts des salariés. À ce titre, la seule certitude de la pandémie que nous vivons est l'aggravation de la précarité, des vulnérabilités et de la pauvreté. Il faut donc une mobilisation de l'État afin d'activer **un plan d'urgence sociale** portant sur deux axes : la revalorisation des prestations sociales et la réforme de l'assurance chômage entrée en vigueur en novembre 2019 et qui sera soumise à de nouvelles négociations avec les partenaires sociaux.

Nous voulons ouvrir à nouveau le chantier de **la régulation du marché**. Cette régulation a été le grand combat de la social-démocratie dans le cadre national, il nous faut le porter au niveau mondial. En effet, combien de temps allons-nous subir les dégâts sociaux et environnementaux du capitalisme mondialisé ? Combien de temps allons-nous accepter la précarisation de plus en plus importante du salariat ? Notre force politique doit être à la pointe de ce combat. D'autres pays ont avancé dans ce domaine, nous devons le faire aussi.

Enfin, la tragédie connue par les personnes âgées dans les EHPAD doit nous aider à nous réinterroger sur le vieillissement et sur notre capacité à accompagner nos anciens.

Notre premier chantier devra répondre à ce double questionnement : quel rapport gardons-nous au Progrès pour quelle protection sociale et quelle santé ?

2. Pour le Renouveau d'une transition écologique solidaire et responsable

Aujourd'hui, la fragilité de notre biodiversité, le réchauffement climatique, la dégradation de l'ensemble des conditions environnementales mettent en péril notre planète. Donc, oui, nous sommes déterminés à réaliser la transition écologique, à opérer la transition énergétique, à transformer l'agro-écologie.

Pour autant, l'écologie peut être directive et juste sans être coercitive ou irresponsable. Dans une situation économique et sociale difficile pour nombre de Français, l'augmentation du prix du gasoil a fait naître les gilets jaunes et une longue révolte qui couve encore. La transition écologique est une grande mutation culturelle et économique. Elle ne peut réussir en opposant une partie des Français contre l'autre, mais en créant les conditions d'une large adhésion. Concernant la transition énergétique, nous devons poser un débat serein sur notre avenir énergétique et sur la transition que nous souhaitons. Notre avenir énergétique sera celui des énergies renouvelables qui sont aujourd'hui fiables, compétitives et garantes à terme de notre autonomie et, par là, de notre souveraineté. Nous devons donc **réussir la transition énergétique et écologique en emmenant la majorité des Français dans une mutation maîtrisée et équilibrée**. Si nous voulons respecter les accords de Paris, au plan national, un rattrapage de la trajectoire de la taxe carbone par l'extension de son assiette serait nécessaire à la condition que le produit de cette taxe soit intégralement consacré à la fois au financement d'investissements verts et à des mesures compensatoires pour les ménages.

Notre vision solidaire et responsable de l'écologie est portée par des forces progressistes qui reposent sur notre histoire ; mais nous devons combattre d'un côté, les tenants d'une vision passéiste dont le modèle repose uniquement sur une économie dépendante des énergies fossiles et de l'autre côté, nous devons faire face aux tenants de la collapsologie qui abandonnent tout espoir. Nous porterons ce progrès écologique au nom d'un devoir d'espérance que nous devons insuffler à nos militants, nos sympathisants et aux Français.

Ce deuxième chantier sera déterminant pour trouver un équilibre durable entre le social et l'écologie.

3. La République qui protège

Il n'y a pas de liberté sans sécurité et tranquillité publique. Il faut une politique de sécurité qui proscrive l'arbitraire et la loi du plus fort, qui protège les plus vulnérables. C'est profondément de gauche que de sécuriser les parcours, les vies, les activités pour garantir les libertés et l'égalité.

La démocratie est le cadre dans lequel s'exercent nos libertés. Or, notre démocratie est menacée par la montée des tensions dans notre pays, par l'existence de ferments d'affrontement, le rejet de l'autre, « l'archipellisation » de notre société, la défiance envers les institutions, les partis, les journalistes, le développement d'une autre vérité, la tentation totalitaire. Là aussi, nous pensions que la démocratie était un acquis. Nous constatons qu'elle est remise en cause et menacée. Nous devons nous remettre en position de la défendre.

Nos libertés individuelles sont affectées par une surveillance insidieuse, la vie privée l'est de moins en moins, l'exploitation de nos données personnelles s'étend, la protection de chaque individu par la justice est souvent remplacée par le « tribunal » des médias ou des réseaux sociaux. Nous devons protéger la liberté à l'ère numérique, non seulement à l'égard des États mais de plus en plus à l'égard des entreprises, par **une Charte des droits et libertés numériques**, et retrouver une souveraineté numérique en contribuant, avec l'Europe, à la régulation des plateformes.

Les services publics garantissent la protection des citoyens les plus faibles. Ils constituent un bien commun qui ne peut être évalué sous le seul angle de son coût financier. Il faut imposer un **moratoire** sur la **fermeture des guichets** et la numérisation à marche forcée des procédures administratives tant qu'une politique numérique inclusive à même de lutter contre l'illectronisme n'aura pas été mise en œuvre.

Un service public de la santé doit mieux articuler secteur public et privé pour affronter les crises, reconquérir l'autonomie sanitaire, notamment en produits pharmaceutiques, résorber les « zones blanches médicales » avec un conventionnement territorial sur le modèle de l'implantation des pharmacies.

Ce troisième chantier devra restaurer le service public et déterminer comment concilier nos libertés face aux multiples contraintes et menaces, qui appellent à davantage de sécurité.

4. Une Éducation nationale émancipatrice

La Gauche, depuis les Lumières, depuis la Révolution française, est le parti de l'émancipation. À travers l'éducation et la culture, l'être humain se construit et construit sa liberté d'être dans le monde. Nous devons mettre l'éducation et la culture au cœur de notre projet politique.

Il est une ambition partagée par tous les parents, que leurs enfants aient une vie meilleure que la leur. Le Pays doit renouer un pacte de confiance entre l'instituteur, les parents, les collectivités locales et l'éducation populaire afin de construire tous les temps de vie de nos jeunes. Nous leur ouvrirons ainsi tout le champ des possibles.

À l'heure de toutes les incertitudes (économiques, sociales, écologiques), l'école demeure le premier rempart face à la tentation de toutes les formes d'obscurantisme et pas seulement dans nos quartiers populaires. L'administration de l'Éducation nationale devra apporter un soutien plus ferme aux enseignants en première ligne dans le combat pour la laïcité. L'école doit être la quintessence de nos services publics. L'éducation à la citoyenneté doit ainsi retrouver ses lettres de noblesse.

Donnons une réalité concrète à un vœu pieux – que nombre de nos camarades ont porté – et faisons des services publics, le patrimoine de ceux qui n'en ont pas ! L'école en sera le premier maillon.

Ce quatrième chantier devra repenser fondamentalement la carrière de nos enseignants et donner les moyens à l'école de réussir. Il en va, si ce n'est de la survie, de la vitalité de notre démocratie et par là, de notre République.

5. Faire Nation commune

Pour faire Nation Commune, nous devons à la fois faire Mémoire commune et préparer un destin commun. « *Il y a deux manières de se perdre* » disait Aimé Césaire, « *par ségrégation murée dans le particulier, ou par dilution dans l'universel* ».

Nous devons dénoncer et refuser la tentation différentialiste, y compris à gauche, et toujours défendre l'universalisme. Un acte majeur sera la réaffirmation de l'universalité de la République, qui fait que chaque individu est d'abord un citoyen égal en droits et en devoirs. Un Français ne se définit pas par sa classe sociale, son origine ou son genre, mais par son statut de citoyen. Nous devons combattre toutes les assignations identitaires. Le racisme, l'antisémitisme, les discriminations abiment et trahissent la République. La déclaration des Droits de l'homme le rappelle dans son article premier : « *les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ». Plus de 200 ans après, on en est loin. La République ne sera forte que si elle combat les discriminations.

La fraternité est le terme le plus prometteur de la devise française. C'est pourtant le moins revendiqué. Nous parlons des libertés publiques et concevons des politiques d'égalité, mais il y a comme une gêne à aller sur le terrain de la fraternité. Ce terme porte donc une valeur essentielle. Au sujet de la différence entre tolérance et solidarité, la fraternité interdit de vivre simplement « côte à côte », à la différence de liberté et d'égalité. Reconnaître la fraternité, c'est reconnaître le lien, et même la responsabilité pour les autres.

La laïcité est un principe républicain fondamental, garant de la cohésion sociale, de l'unité de la nation et de la coexistence paisible de ses membres.

La laïcité est le cadre qui garantit la liberté de conscience et réunit tous les citoyens. Nous devons affirmer que la citoyenneté et la loi sont au-dessus de la religion et de la foi, que l'individu ne se définit pas par ce qu'il croit ou ne croit pas, mais par son appartenance à la République. D'ailleurs, sur le plan historique, la laïcité n'est pas née avec la loi de 1905. Elle est l'aboutissement d'un processus historique long, caractérisé par la progressive sécularisation des sociétés européennes et par l'autonomisation du politique et du religieux.

La loi de 1905 constitue un socle de règles juridiques définissant l'attitude de l'État à l'égard des religions, qui suit un principe de neutralité et de non-ingérence. Elle joue le rôle, dès 1905, de principe régulateur, garant de l'équilibre et de l'autonomie du politique et du religieux.

Elle est indispensable dans un contexte de très fortes tensions.

C'est forts de ce postulat républicain que nous devons, dans la sérénité, affirmer les contours de notre laïcité afin qu'elle s'incarne pleinement dans notre société du XXI^e siècle.

6. Aux urnes, citoyens !

Une partie du peuple français montre, à travers des taux d'abstention de plus en plus massifs à chacune des élections, son retrait de la vie politique, son retrait de la vie de la cité ou du moins du choix de ses représentants.

Nous porterons la nécessaire réinvention de la démocratie participative afin de revivifier notre démocratie représentative. Le citoyen a le sentiment, qu'il n'exerce plus vraiment à travers son vote sa souveraineté, notamment pour tout ce qui concerne la construction européenne. Nous ne pourrons plus avancer dans la construction européenne sans que les citoyens y soient davantage associés. Nous devons participer à la construction d'un espace public, d'un espace politique européen et nous devons y prendre toute notre part.

À ce titre, il nous faut désormais clarifier notre position sur notre organisation institutionnelle. Quelles évolutions doit-on porter au régime présidentiel ? Faut-il une Assemblée nationale aux pouvoirs de contrôle renforcés en matière européenne et donnant un mandat de négociation au gouvernement ? Doit-on imaginer un Sénat rééquilibrant la représentation des régions et des départements dans le collège électoral ? Autant de questions cruciales pour l'avenir de nos institutions et par là, la vitalité de notre démocratie.

Mais au-delà et avant tout, le citoyen doit être au cœur des décisions les plus fondamentales pour la vie de notre nation. Il est temps d'instaurer une véritable démocratie participative. Elle devrait prévoir différentes modalités de participation citoyenne, en s'appuyant également sur la société civile organisée. Ces consultations devraient se tenir à tous les niveaux et notamment au niveau local, car c'est à cet échelon que l'association des citoyens doit être expérimentée et développée.

Enfin, cette citoyenneté ne saurait négliger la vie en entreprise qui représente une part majeure de nos existences. Le libéralisme financier a tenté d'imposer la « suprématie actionnariale » selon laquelle le pouvoir de décision ultime devait revenir aux seuls actionnaires alors que ces derniers ne sont pas propriétaires de l'entreprise mais de ses actions. La prise en considération des parties prenantes de l'entreprise, dont les salariés, est croissante mais doit être amplifiée. Il est temps de renouer avec le combat en faveur de la codétermination dans l'entreprise en renforçant la présence des salariés au sein des instances de décision.

7. Une organisation politique en phase avec son temps

Cette reconstruction idéologique suppose une refondation organisationnelle. Les partis traditionnels sont bousculés par les mouvements, plus souples et agiles mais structurés autour d'un homme ou d'une femme providentiels. Les partis traditionnels ont sous-traité à d'autres le défrichage des idées, abandonné l'éducation civique populaire, se sont dépouillés de la désignation de leur candidat à l'élection présidentielle.

Si, selon nos statuts, le candidat à l'élection présidentielle doit être désigné au terme de primaires citoyennes, il est nécessaire qu'un débat entre nous s'engage à partir des deux expériences passées (2011 et 2017), afin d'en tirer les leçons. Les primaires citoyennes ont l'avantage d'être un processus éminemment démocratique de désignation du candidat, mais font perdre aux militants leur droit le plus naturel de s'investir dans la désignation de leur candidat. Elles n'assurent pas nécessairement le rassemblement. Une réflexion doit donc s'engager, avec tous les militants. Notre organisation doit intégrer la transformation numérique et être résolument plus participative et ouverte sur l'extérieur. Nous proposons que les militants puissent trouver les conditions d'un rassemblement large autour d'un projet que nous aurons co-construit à travers les Fabriques que nous proposons d'organiser et qui devront examiner toute proposition émanant d'une section.

Pour cela, nous allons moderniser les outils de travail du PS. Nous organiserons, en plus des traditionnels BN et CN, des échanges à l'échelle locale et nationale entre militants, élus, fédérations en utilisant les outils de visio-conférence, de webinars, d'échanges de bonnes pratiques, etc. Nous commencerons dès après le congrès, pour préparer les élections départementales et régionales, puis pour engager le débat avec le pays. La priorité est de retrouver le principe d'un débat d'idées, sanctionné par des votes militants, qui permette de trancher les grandes orientations politiques que nous voudrions porter.

Ces septième chantier sera la mise à jour de notre organisation, pour un fonctionnement associant davantage les militants et au-delà.

✓ **Un appel à nos électeurs, les classes populaires et les classes moyennes**

Nous voulons un Parti socialiste digne de son passé, fier de ses conquêtes, de ses réalisations, conscient de son apport historique à l'amélioration de la condition humaine.

Nous voulons un Parti socialiste qui réaffirme son féminisme, qui donne efficience à l'égalité entre les femmes et les hommes, à un moment où des lois de régression des droits des femmes sont proposées dans le monde

Nous voulons un Parti socialiste qui donne pleine place aux territoires. Nous devons unifier et non pas homogénéiser notre pays constitué de communes ultramarines, urbaines, rurales ou populaires.

Nous voulons un Parti socialiste qui respire, qui travaille, qui innove, qui se rassemble. Aussi, au lendemain des élections régionales, nous proposons de lancer des Assises de la social-démocratie écologique, pour unir tous les membres de notre famille politique, y compris ceux qui se sont éloignés, ceux qui ont cru au progressisme LREM, ceux qui se sont laissés séduire par LFI, ou encore ceux qui ne se retrouvent pas dans l'idéologie de l'écologie radicale.

Nous voulons porter devant le pays une alliance des classes populaires et des classes moyennes. Nous devons nous adresser aux nouveaux précaires, quel que soit leur statut : travailleurs des plateformes, travailleurs « indépendants » mais économiquement dépendants, auto-entrepreneurs, intérimaires, intermittents, mais aussi aux demandeurs d'emploi. Nous devons porter un projet politique qui rassemble ouvriers et employés.

Nous devons redevenir le parti de la majorité sociale de ce pays et donc travailler à ce qui a toujours fait notre histoire et la valeur de notre engagement : l'alliance des classes populaires et des classes moyennes, l'alliance entre habitants des quartiers urbains et habitants des zones rurales et périurbaines. La majorité sociale de ce pays est en attente d'une force politique de gauche sérieuse et adaptée au monde d'aujourd'hui. Combien d'entre nous sont chaque jour interrogés ou interpellés ainsi :

« **Où êtes-vous, les socialistes ? Quand dites-vous quelque chose ?** ».

Chacun a bien conscience de la béance politique à gauche. Alors, un siècle après le congrès de Tours qui a vu la Gauche se diviser, travaillons à la réunir.

Cher·e camarade, la direction sortante nous propose un congrès administratif, sans enjeu, un congrès défaitiste en somme, qui entérine les revers et abdique par vent contraire. Nous vous proposons de rester debout, de redresser la tête, de faire un grand congrès politique, un congrès d'avenir pour le Parti socialiste, pour la gauche, pour la France. Un grand congrès de reconstruction.

Rejoins, camarade, Debout les socialistes !

Premiers signataires.



Première signataire : Hélène GEOFFROY, Maire de Vaulx-en-Velin, Vice-Présidente de la Métropole de Lyon, Secrétaire d'Etat à la ville (2016-2017), Députée (2012-2016), Secrétaire de section (2008-2014), Secrétaire Nationale (2012-2014 et 2018-2019), Docteure de l'Ecole Polytechnique

Abir Adam (75) CF ; Achkouk Malika (69) ; Ackermann Yves (90) BF/ Ancien pdt CG ; Adam Delphine (31) ; Agbasse Patrick (92) ; Aggoun Mathias (86) Secrétaire de section/Conseiller Départemental ; Allemand Patrick (06) BF ; Allouche Damien (91) Maire/Vice-Président Agglomération/Conseiller Départemental ; Alves Pascal Antonio (77) ; Amiot Jean-Pierre (71) ; Anastasi Robert (13) Secrétaire de Section ; Ardouin Cédric (37) BF ; Arif Kader (31) Ancien Ministre/CN/BF ; Atlan Thierry (94) BF/Secrétaire de section/Adjoint au Maire ; Atto Antoinette (69) SF/Adjointe au Maire ; Augé Emilie (14) SF/Conseillère Municipale ; Auger Emmanuel (31) CF ; Avena Christophe (21) Conseiller Départemental/Adjoint au Maire ; Ayoub Fouzia(06) BF/Secrétaire de Section ; Azoulay Laurent (94) BN ; Bacco Mireille (92) ; Balit Karim (69) CF ; Balutch Nouraqa (92) ; Baranzini Hugues (77) ; Barat Geneviève (23) Conseillère Régionale, Maire,VP communauté commune ; Barbier Patrick (77) Secrétaire de section/CF ; Barragan Pierre (75) ; Barriere Caroline (67) CF/Conseillère Municipale ; Barthelemy Ruiz Chantal (92) Secrétaire de section/Conseillère Départementale/Adjointe au Maire ; Beauchamp Annie (74) CF ; Begue Jean-Paul (77) ; Belorgey Marie-Eve (90) ; Belliard Jean-Louis (49) Premier Secrétaire Fédéral, Conseiller Régional ; Beneton Jean-Claude (39) ; Benhayoun Yann (69) BF Rhône/Secrétaire de section ; Berenguer José (69) CF ; Beretti Lionel (30) ; Bernier Christophe (92) CF ; Bernoux Didier (69) ; Berrée Philippe (92) SF ; Bieber Christophe (27) CN ; Bilgin Françoise (FFE) ; Binet Erwan (38) CN/Ancien Député ; Blanchard Francois (86) CN/BF/Conseiller Municipal ; Boissieu Claire (69) Boisson Olivier (79) ; Bouchaaba Ismaël (59) ; Bouget Pierre (94) BF/Secrétaire de section ; Bourdon Cécile (62) Secrétaire de section/Adjointe au Maire ; Bourgi Hussein (34) 1er Fédéral/Sénateur, Conseiller Régional ; Bouvier Christophe (38) 1er Fédéral/Maire/Conseiller Régional ; Bouyssou Jean-Pierre (03) ; Braud Maurice (94) BN/CN/Secrétaire de section ; Brémont Michel (22) Ancien 1er Secrétaire Fédéral ; Broquet Etienne (78) BF ; Brugnetta Guglielmo (75) ; Bucchioni Marie Dominique (83) ; Buisson Philippe (33) Pdt Communauté de communes/Maire ; Cahn Mathieu (67) CN ; Camara Marie-Louise (94) CF/Conseillère Municipale ; Cammas Céline (81) BNA/SF ; Capdevielle Colette (64) Ancienne Députée/Conseillère Municipale/Conseillère d'agglomération ; Capocci Jean-Dominique (75) Secrétaire de Section ; Caracco Claudine (69) SF/Adjointe au Maire de Feyzin ; Carlotti Marie-Arlette (13) Sénatrice/Ancienne Ministre ; Carpentier Josiane (95) Conseillère Municipale ; Carroget Jacques (44) SF ; Casellas Pierre (31) CF/Conseiller Municipal ; Castagna Christian (94) CF/Pdt BFA ; Caulet Francis (12) CF ; Cazaux Maïté (33) ; Chambon Arthur (69) CN/SF ; Chambonneau Delphine (36) Conseillère Municipale ; Chapaveire André (43) CN/1er Fédéral ; Charlot Vincent (94) BF ; Chevalier Patrick (31) ; Choukroun Jean (75) BF ; Christophoul Michèle (78) BF/Secrétaire de section ; Cibert Cyril (86) SF/Maire/VP Agglo ; Ciret Annick (83) ; Claudon Michel (54) Secrétaire de section ; Clavequin Maude (90) BN ; Clerc Michel (71) ; Coffin Agnès (95) Adjointe au Maire ; Cohen Maxime (75) SF ; Coll Gérard (66) ; Cottet Elisabeth (38) ; Couason Florian (95) Conseiller Municipal ; Couzinet Fabien (73) ; Credoza Dominique (69) Secrétaire de section/Conseillère Métropolitaine ; Cuillandre François (29) Maire/Président d'Agglomération ; Daeron Martine (90) BF/Secrétaire de section ; Dairou Frédéric (83) ; Daldosso Corinne (31) Dareau Maelwenn (22) ; Deberle Stéphane (63) ; Dejoux Claudine (36) ; Delagrance Raphaëlle (92) ; Delaud Christian (83) ; Delgado Marie-Reine (69) ; Delobel Aline (92) CF ; Demontes Christiane (69) Ancienne Sénatrice/CF ; Derosier Bernard (59) Ancien Député/Ancien Président de Conseil Général ;

Derosier Jean-Philippe (75) CF; Deschamps Yvon 69; Deslandes Anna (75); Detrez Laure (56) CNCF/CF; Devier Jacqueline (06) BF; Diallo Hadyatou (69); Didouche Kader (69) Adjoint au Maire; Djimasdé Evariste (69); Donzel Claire (74) CF; Dorejo Christine (06) CF/Secrétaire de section; Dorthe Philippe (33) BN; Doucet Philippe (95) BN/Ancien Député; Drocheiner Serge (75); Dubarry Jean-Marc (31); Dubarry Violaine (31); Dubos Sandrine (24) BN; Duguet Adrian (86); Dumont Loris (74); Dupin Jean-Louis (31) BF; Dupont Hervé (06) CF; Durando Robert (06); Durbano Michel (83) SF/Conseiller Municipal/Conseiller Métropolitain; Dussurgey Pierre (69) Adjoint au Maire; Duvert Regis (69) CF/Conseiller Municipal; El Shewey Sophie (92) BF/Secrétaire de section; Eustache Guillaume (75) SF/Secrétaire de section; Fadat Cécile (87) Adjointe au Maire; Falconnet Thierry (21) SF/Maire/VP Agglomération; Fanfan Fabert (92); Farison Fabrice (43) CN/SF/BF; Fatio Léon (4) 1er Secrétaire Fédéral; Faubeau Lionel (92) SF/Conseiller Municipal; Faucher Michele (43) SF/Secrétaire de section; Feret Corinne (14) Sénatrice; Feschet Claudie (69); Firat Ebru (FFE); Fonteneau Fabienne (33) Maire; Fonty Hugues (36) CF; Fourage Hugues (85) Ancien Député/BN/Conseiller Municipal; Frangville Cécile (69); Froment Alain (94) SF; Gaborit Nicolas (92) SF; Gagneur Jean-François (69) Adjoint au Maire honoraire; Gaia Robert (83) BF; Gaia-Fillaud Claude (83); Gaillard Emilie (75) CF; Galibour Eric (33); Garnier Christian (06) BF/Secrétaire de section; Gaufichon Hélène (71); Genevois Eliette (69); Genevois Gerard (69); Georges Alain (86); Gérardin Maxime (51) CN/CF/Conseiller Municipal/Conseiller communautaire; Gharbi-Mazieux Frédéric (75) CF; Gil Olivier (77) SF/Conseiller Municipal; Gil Clémentine (77); Giner Bernard (83) CF/Conseiller Municipal; Ginisty Florence (31); Giromella Daniel (92) CF; Gitton Mathieu (FFE) Secrétaire de Section/Délégué Consulaire; Glaz Mathieu (56) BF/secrétaire de section/Conseiller Départemental; Gomez Stéphane (69) SF/ 1er Adjoint au Maire/Conseiller Métropolitain; Gomez Gisèle (69); Gomez Laurent (69); Gongora Aurore (31); Goubert Rémi (15) CF; Guérineau Diane (86) SF; Guevel Yann (29) Secrétaire de section/Adjoint au Maire/Vice-Président Agglomération; Hadadi Yoan (57) BN/CN/Secrétaire de section; Hadizadeh Ayda (95) Adjointe au Maire; Hameau Denis (21); Harabi Ali (74) CF; Hassim Zeid (31); Hermin Georges (971) Secrétaire de Section/Conseiller Municipal/Conseiller communautaire; Hernandez Franck (75); Hoareau Antoine (21) CN/SF/Secrétaire de section/Adjoint au Maire/VP Métropole; Hourdin-Marty Sophie (83); Huillier Joelle (38) CN/Ancienne Députée; Huonnic Pierre (22) Maire/SF; Igoux Jean-Pierre (92); Imbert Souchet Christine (69) Conseillère Municipale; Jacomet Dominique (12); Janin Yvette (69) Conseillère Municipale; Jaouen Bruno (56) SF/Conseiller Municipal; Jaumain Pierre (30); Jay Bernard (69) Secrétaire de Section de St-Fons; Jeandon Jean-Paul (95) Maire/Président Agglo; Geoffroy Chantal (49) Secrétaire de Section/Adjointe au Maire; Jimenez Antonia (06); Joannin Robert (92); Kaci Lynda (77); Kadri Noria (69); Kemel Philippe (62) Maire; Kessler Anne-Marie (06) CF; Kessler Daniel (06); Khalfon François (92) BN/CN; Kiraz Ahmet (FFE) CF/Secrétaire de section; Kizilaslan Filiz (FFE) CF; Kodia Kelly (75); Koenders Nathalie (21) SF/Adjointe au Maire; Konte Mamadou (92) Conseiller Municipal; Koro Marie-Rose (FFE) CN/Conseillère consulaire; Labancz Yannick (06); Lacelle Anne-Marie (36); Lacelle Jean-Paul (36); Lafarge Florian (75) CN; Lagorce Maryse (77); Lakehal Nadia (69) SF/Adjointe au Maire; Lambert Roger (13); Langagne Marcel (74); Langlois Renan (76) Conseiller Municipal; Laperriere Monique (74) CF; Laugier Charles (83) BF; Laurent Murielle (69) Maire; Laurent Linquette (95) Maire; Le Beller Ghislaine (56) CF; Le Bizec Ronan (94); Le Méaux Vincent (22) BN/Maire/Pdt d'Agglomération; Le Tacon Jean-Louis (22) SF; Leblanc Nathalie (71) Secrétaire de section/VP Conseil Régional; Leborgne Jean-Pierre (35); Lecerf Muriel (69) Secrétaire de section/Adjointe au Maire; Leconte Jean-Yves (FFE) Sénateur; Lefebvre Denis (94); Leon Max (971) Secrétaire de section; Lesince Julien (45) CN/BF; Liegois Patrick (12); Loch Jean-François (70); Loch Arthur (75); Loezic Bernard (56) Secrétaire de section; Loichet François (69); Louvet Pierre (14) CF; Louvier Angèle (75) BF; Lucciani Annie (83); Luneau Evelyne (FFE) Trésorière de section; Maalouf Rita (75) CN; Maarouk Soufia (69); Maciejasz Daniel (62) Maire; Madia Germain (87) CN; Mallauran Bernadette (FFE); Mallot Jean (03) Conseiller Municipal; Mamet Marc (69); Mandrat Francine (31); Manfre Claude (83); Mangiaracina Annie (43) Secrétaire de section/Conseillère Municipale; Manucci Martine (77); Marichy Jean-Paul (06); Marmousez Camille (75) CN/CF; Marthély Guy (93); Conseiller Municipal; Marti David (71) Maire/Président de Communauté de Commune; Martin-Gendre Dominique (21) CF/Adjointe au Maire/Conseillère communautaire; Martinez Monique (69); Massonie-Vernay Morgan (74); Maurin Daniel (31); Mazas Marie-Claire (31); Méheust Jean-Paul (56) CF; Menassi Eric (11) Maire; Mennucci Patrick (75) BN/ Ancien Député; Mergey

Charles (75) CF ; Merlier Lysandre (87) SF ; Merlier Christelle (87) Secrétaire de section/Conseillère Municipale ; Mesnard Françoise (17) Maire/CNC ; Metref Nadia (95) Conseillère Départementale ; Meunier Claire (75) ; Mialon Josiane (43) SF/Secrétaire de section/Conseillère municipale ; Michon Laurent (92) CF/Commission Fédéral des conflits ; Moille Jean-Paul (74) ; Molard Laurent (92) ; Monteil Jean-Philippe (31) ; Morgado Valentin (92) Secrétaire de section ; Morillon Jean-Pierre (83) CF ; Morin Michel (22) Conseiller Municipal ; Mouzard Nadinec (57) BF/Secrétaire de section ; N'Gimbous Thérèse 92 Adjointe au Maire ; Nabet-Girard Brigitte (33) CF/ère adjointe au Maire ; Nadal Nicolas (30) ; Narbonnais Valentin (92) BF/Adjoint au Maire ; Navarro Thomas (75) ; Ndjehoya James Wilfrid (92) Secrétaire de section/Conseiller Municipal ; Neugnot Michel (21) 1er Secrétaire Fédéral/1er Vice-Président de Région ; Neumuller Michel (43) Secrétaire de Section ; Njee Corentin (92) SF ; Noel Laurent (92) Secrétaire de section ; Nonga Joseph (92) ; Orsati Marc (06) BF/Secrétaire de section/Conseiller Municipal ; Ould Seck El Arby (92) ; Ougourlou-Oglou Bernard (13) BF ; Paillaux Valérie (36) ; Paillot Claudine (30) ; Paillot Michel (30) Secrétaire de section ; Pallez Christiane (57) CN/Secrétaire de section ; Passot Marc-Antoine (01) Secrétaire Fédéral ; Pausicles Manola (54) CN ; Peirano Albert (75) CN ; Peirano Jean-Luc (83) ; Peirano Mireille (83) CN/Secrétaire de section ; Peironet Bremond Julia (83) ; Pelissier Lucienne (83) ; Peron Laurent (29) Maire/VP Métropole ; Perrette Christelle (14) ; Perrin Florence (69) Secrétaire de section ; Pétrose Franck (93) Conseiller Municipal ; Pikorki Thibaud (38) CN/BF/Secrétaire de section ; Pineda Delphine (75) CN ; Pinville Martine (16) CN/ Conseillère Régionale/Ancienne Secrétaire d'Etat ; Pissas Alexandre (30) Maire/Conseiller Général ; Podyma Edouard (14) ; Posho Balabi (74) ; Potonier Bernard (83) SF/Secrétaire de section ; Praly Josette (69) Adjointe au Maire ; Prévost Brigitte (24) BF/CF ; Pribetich Pierre (21) BN/Adjoint au Maire/1er VP d'agglomération ; Prieto Philippe (69) Trésorier Fédération/Conseiller Municipal ; Promonet Annie (06) ; Puech Jerome (30) SF ; Puijalon Thomas (92) CN/Secrétaire de section/Conseiller Municipal ; Putignier Jean-Marc (43) CF ; Putignier Janine (43) CF ; Quere Jean-Yves (22) SF/Secrétaire de section ; Ramel Elisabeth (67) SF ; Ratail Nathalie (43) ; Rebsamen François (21) Maire/Président de Métropole/Président de la FNESR ; Regis Daniel (31) CN/Secrétaire de section/Adjoint au Maire ; Regis Colette (75) CF ; Regourd Frédéric (14) ; Riamon Marie-Hélène (42) Conseillère Municipale/Conseillère Agglomération ; Robert Sylvain (62) Maire/Président d'Agglomération ; Rihan Cypel Eduardo (77) CN/BF/Ancien Député ; Robert Elie (35) CN/BF/Conseiller Municipal ; Roche Paul (19) 1er Secrétaire Fédéral/Conseiller Municipal ; Rogemont Marcel (35) Ancien Député ; Roure André (53) SF ; Roure Martine (69) BF ; Rousseau Rodolphe (69) ; Roux Didier (31) ; Rovarino Isabelle (13) CN/Conseillère Municipale ; Roy Sébastien 77 ; Roy-Desmarecaux Delphine (77) ; Rullier Bernard (75) CNC/CF ; Sabater Laurent (34) ; Salami Réza (29) Adjoint au Maire ; Salmi Florence (90) ; Sangaré Abdoulaye (95) Adjoint au Maire/Conseiller communautaire ; Scavone Annie (83) ; Segura Aurore (36) CF ; Senouque Marc (31) ; Seye Louis-Mohammed (94) CN/Adjoint au Maire ; Sfez Nicolas (92) CNC ; Shan Judith (92) CF/Conseillère Municipale ; Slupowski Eric (75) BFA ; Sother Thierry (67) SF ; Soubien Jeff (14) CN/CF ; Soula Serge (31) ; Spizzo Michèle (06) ; Tennenbaum Françoise (21) Vice-Présidente Métropole/Conseillère Régionale ; Terrier Georges (78) BF ; Thill Dolorès (77) ; Thillet Jean-François (43) CF ; Thimel François (74) 1er Fédéral ; Thironnet Sylvette (78) Secrétaire de Section ; Thomas Jean-Jacques (2) Maire ; Thomas Jean-François (55) BF/ VP Communauté Agglomération ; Thomas Rémi (75) ; Thuet Nicole (13) CF ; Thuillier Patrick (75) ; Torcat Catherine (06) ; Tranchard Didier (43)BF ; Tria Nordine (69) ; Ulmann Mathias (FFE) ; Valette Raphaël (77) BF ; Valter Clotilde (14) BN/CN/ VP Communauté d'agglomération/Ancienne Secrétaire d'Etat ; Vangioni Jean (83) ; Vega-Ritter Clotilde (92) CN/Conseillère Municipale ; Verge Jean-Pierre (31) CF ; Veron Vincent (61) Premier Secrétaire Fédéral ; Vigreux Bernard (25) ; Vigreux Thomas (25) Secrétaire de section/Pdt Communauté de commune ; Vollant Gilles (91) CNC ; Zazzera Louise (92) BF ; Zielinski Peggy (69) CF



79^e

congrès du Parti socialiste

Congrès de **Villeurbanne**



A.